

d'octobre 17 à mai 1968 : vie, mort et renaissance de l'autogestion

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » : telle était la devise de la première Internationale. En 1917, Lénine écrivait dans l'Etat et la révolution que le pouvoir devait être exercé par les travailleurs et les ménagères — et que ce serait là le premier pas vers le dépassement de l'Etat.

Quand, dans l'immense Russie économiquement arriérée, le pouvoir passa en octobre aux conseils ouvriers et paysans — les soviets — un immense espoir souleva les travailleurs européens. Malheureusement, la révolution ne gagna aucun pays industrialisé de l'Europe. Quand l'incendie révolutionnaire reprit sa marche, ce fut en Europe orientale, en Asie, en Afrique, à Cuba. Le système capitaliste mondial ne craquait pas dans les pays industrialisés, mais toujours dans des pays économiquement retardataires où l'introduction du marché capitaliste faisait éclater les contradictions des sociétés pré-capitalistes.

après les soviets la chappe de plomb du capitalisme d'Etat

Dans tous ces pays, l'industrialisation nécessaire à la survie était impossible sans de lourds sacrifices imposés aux ouvriers et aux paysans. C'est pourquoi elle n'a pas été l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, mais celle d'un appareil politique qui s'exprimait en leur nom : l'appareil du parti, la bureaucratie de l'Etat.

En Russie même, où la guerre civile exacerbait encore les tensions, le parti bolchevik substituait bientôt son pouvoir à celui des soviets et, pour diriger



1er Mai à Madrid



1er Mai à Varsovie

le pays, s'amalgamait à l'ancienne bureaucratie étatique. La nouvelle bureaucratie monopolisait bientôt tous les pouvoirs : l'économie, la politique, l'information, la propagande, la formation, l'idéologie, la force armée. Elle appelait « dictature du prolétariat » un régime où le prolétariat était privé de tout contrôle, de toute expression, de tout droit. Elle poursuivait bientôt ses propres objectifs, sacrifiant les besoins élémentaires des masses au développement forcé de l'industrie lourde, base de son propre pouvoir. Dix ans après la révolution d'Octobre, elle restaurait toutes les valeurs de la bourgeoisie, nécessaires à l'exploitation de l'homme : la hiérarchie, l'inégalité nécessaire, l'ordre, les traditions de la famille et de la patrie... Staline instaurait le culte du chef et de l'Etat. Il assassinait par dizaines de milliers les anciens bolcheviks et jetait dans des camps de concentration des millions d'ouvriers et de paysans. Ainsi se développait une nouvelle société de capitalisme d'Etat aux antipodes de l'autogestion et du socialisme.

le socialisme défiguré

Pendant plusieurs décennies, la doctrine socialiste fut défigurée. Les communistes de tous les pays, ignorant ou voulant ignorer l'évolution de l'URSS, la proposaient comme modèle. Pour eux, le socialisme signifiait le passage des moyens de production sous le contrôle de l'Etat, et le passage de l'Etat sous le contrôle du « parti dirigeant » de la classe ouvrière. De leur côté, les sociaux-démocrates s'occupaient à gérer la société capitaliste et à gouverner son Etat. Tout ce qu'ils demandaient aux travailleurs, c'était de voter pour leurs notables et de leur faire confiance pour leur concéder des avantages économiques. Tout le monde se réclamait du socialisme. Mais ce pseudo-socialisme, séparé de l'autogestion, ne visait qu'à utiliser la force des travailleurs ouvriers pour des intérêts qui leur étaient étrangers.

à l'Est, rébellions pour l'autogestion

Pourtant le socialisme autogestionnaire n'était pas mort. Lorsqu'en 1948, le Parti communiste yougoslave rompt avec Moscou, il lui faut s'assurer le concours de la classe ouvrière : il s'engage dans la voie de l'autogestion (mais ce système, lié à la restauration du marché et limité aux entreprises, ne servira finalement que la technocratie). A partir de 1951 se succèdent des soulèvements ouvriers dans les pays dominés par l'URSS : à Berlin-Est, en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie. Les révoltés, qu'appuient en général la majorité des communistes, ne cherchent pas à rétablir le capitalisme privé, mais à jeter bas le capitalisme d'Etat : ils réclament la liberté, l'indépendance et le pouvoir aux travailleurs. Ils s'organisent en conseils ouvriers. Ils exigent que les entreprises et la société tout entière soient gérées par les travailleurs. Chaque fois (presque toujours avec ses chars) la bureaucratie russe écrase la révolte. Mais elle ne met pas fin pour autant aux aspirations socialistes autogestionnaires.

le souffle de mai 68

En même temps que se déroule la lutte des travailleurs tchèques pour « un socialisme à visage humain », un mouvement révolutionnaire d'un type nouveau fait son apparition dans les pays industrialisés. Il manifeste sa puissance en mai 1968 dans la France de De Gaulle. Sans l'appui des partis ouvriers traditionnels et contre eux, les étudiants et les jeunes ouvriers coupent les rues de barricades. Ils entraînent bientôt tout le mouvement ouvrier — partis et syndicats — dans la contestation du régime : dix millions de travailleurs entrent en grève.

Ce qui est nouveau, ce n'est pas seulement que les organisations traditionnelles aient perdu l'initiative, ni que la lutte ait pris un caractère insurrectionnel. Ce qui est nouveau, ce sont les aspirations qu'exprime le combat de mai 68 : le refus de l'autorité dans l'Etat et l'entreprise, l'école et la famille; le refus des tabous (y compris sexuels); l'aspiration à la liberté et à l'égalité pour les femmes, les jeunes et les hommes de toutes races; l'aspiration à une vie libre et responsable; l'aspiration à la démocratie directe. A Paris surtout, ces aspirations exposent

dans tous les milieux. Les manifestations monstres se succèdent. Malgré son interdiction par la police, le meeting de Charléty rassemble 80 000 participants.

Le régime de De Gaulle chancelle. Certes, il réussit finalement à se maintenir. On connaît le mot qu'on prête au général: « en mai 68 je n'avais que deux alliés : l'armée et le Parti communiste. Et encore... l'armée n'était pas sûre ». Le PCF préférerait encore le maintien du régime à l'aventure d'un mouvement révolutionnaire dont il n'était pas sûr de garder le contrôle. Mais rien, en France, ne peut être semblable après cette tourmente. Il y a la France d'avant 68 et la France d'après 68.

Seuls des partis, le PSU avait soutenu le mouvement : aux élections de juin 68, alors que le PCF et le PS reculaient, il gagnait 35 000 voix. Des centrales syndicales, une seule en avait été solidaire : la CFDT, dont l'histoire n'était pas liée aux idéologies ouvrières traditionnelles. Le 16 mai, le bureau confédéral de la CFDT, publiait le communiqué suivant:

« En se déclarant solidaire des manifestations étudiantes, la CFDT en a ressenti les motivations profondes.

Par leur action, les étudiants n'ont pas voulu seulement se préoccuper de considérations matérielles ou de leur avenir, mais remettre en cause d'une façon fondamentale les structures sclérosantes, étouffantes et de classes d'une société où ils ne peuvent exercer leurs responsabilités.

La lutte des étudiants pour la démocratisation de leurs universités est de même nature que celle des travailleurs pour la démocratie dans les entreprises. Les contraintes et les structures insupportables contre lesquelles les étudiants se révoltent existent parallèlement et souvent d'une façon encore plus intolérable, dans les usines, chantiers, services et administrations.

A la liberté dans les universités doit correspondre la même liberté dans les entreprises; en cela le combat des étudiants rejoint celui mené par les travailleurs depuis la naissance du syndicalisme ouvrier. A la monarchie industrielle et administrative il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion.»

Pour la première fois, le terme d'autogestion trouvait droit de cité dans ce pays.

Yvan CRAIPEAU ■